

Agreste Pays de la Loire

Octobre 2018

RICA 2016



Baisse du résultat en 2016 pour une exploitation sur deux

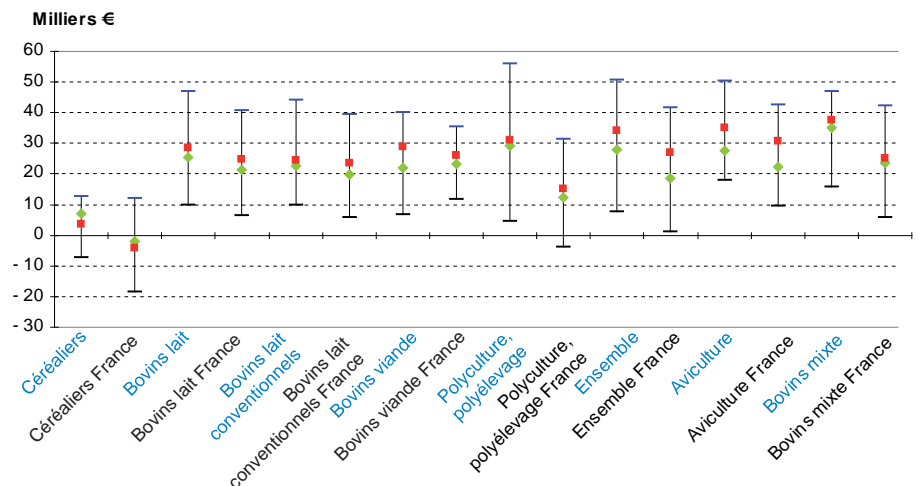
En 2016, les conditions climatiques exceptionnelles, pluies excédentaires au printemps et sécheresse de l'été, la crise laitière de 2015 qui perdure, ont pesé sur les résultats des exploitations agricoles. Le résultat courant avant impôt des exploitations des Pays de la Loire est de 34 100 €, en baisse de 15 % par rapport à 2015. France entière, le résultat chute de 26 %. Les exploitations régionales dégagent en moyenne 7 600 € de plus que leurs homologues du reste de la France, soit 2 150 € de plus par actif non salarié. Le résultat régional par actif non salarié est de 21 300 €.

Des résultats et des évolutions contrastés

Cette baisse globale du résultat est nettement contrastée selon les orientations de production. Les maraîchers et les viticulteurs affichent des résultats en hausse de plus de 20 %, alors que les exploitations céréalières enregistrent une baisse historique de plus de 80 %. A l'exception des élevages porcins, tous les élevages constatent une baisse de leur résultat : - 23 % pour les éleveurs laitiers, - 11 % pour les éleveurs de bovins viande et - 17 % pour les aviculteurs.

La moitié des exploitations affichent un résultat supérieur à 28 000 €. Un quart des exploitations n'atteignent pas 7 700 €, alors que les exploitations du quart supérieur dépassent les 50 700 €. La diminution du résultat courant en 2016 s'est accompagnée d'un resserrement des résultats autour de la moyenne. L'écart interquartile, différence entre les résultats du quart supérieur et ceux du quart inférieur, passe de 50 000 € en 2015 à 43 000 € en 2016. Moins d'une exploitation sur deux constate une amélioration de son résultat. Pour 16 % des exploitations régionales, le résultat 2016 est négatif : c'est 8 points de moins qu'au niveau national, mais 6 points de plus qu'en 2015. Près de 17 % des exploitations laitières constatent un résultat négatif, deux fois plus qu'en 2015. Le taux est maximal pour les exploitations céréalières : 41 %.

Des résultats plus élevés et plus dispersés en région



Guide de lecture (données France)

- Quart inférieur : en France 25 % des exploitations « Bovins mixte » affichent un résultat inférieur à 5 700 €
- Quart supérieur : en France 25 % des exploitations « Bovins mixte » affichent un résultat supérieur à 42 400 €
- ◆ Médiane : en France la moitié des exploitations « Bovins mixte » affichent un résultat inférieur à 23 400 €
- Moyenne : en France 25 % le résultat moyen des exploitations « Bovins mixte » s'établit à 25 100 €

Source : Agreste - RICA

La production moyenne de l'exercice, hors subventions, s'établit à 244 660 €, en baisse de 4,5 %. Les faibles rendements en céréales conjugués à des prix bas entraînent une baisse en valeur des produits végétaux de 22 %. La crise du lait et la baisse du prix des œufs en 2016 conduisent à une diminution des produits

bruts animaux de 4,5 %. Les recettes issues des ventes d'animaux augmentent de 1 %. Elles diminuent dans les élevages bovins mais augmentent de façon sensible dans les élevages porcins. Les produits bruts végétaux transformés, vin essentiellement, augmentent de 8,5 % et les produits bruts horticoles de 3,5 %.

Forte baisse de la production des exploitations laitières

Dans les exploitations laitières conventionnelles, la production de l'exercice chute de 10 %. La production laitière, qui représente plus de 70 % du produit de l'exercice, se replie de 5 %. Les livraisons diminuent de 1 % et la baisse du prix payé aux producteurs se poursuit. L'hectolitre de lait est rémunéré 31 €, soit 2 € de moins qu'en 2015. Les autres composantes de la production sont aussi à la baisse.

Les rendements en blé reculent de 20 %,

ce qui représente 15 quintaux de moins à l'hectare pour les éleveurs laitiers. Avec un prix de vente en retrait de 2 € le quintal par rapport à 2015, le produit brut « blé », qui pèse pour 70 % dans le produit brut végétal, régresse de 25 %. L'afflux des vaches de réforme tire les prix vers le bas : le produit brut animal se replie de 10 %.

Dans les exploitations laitières où la part de maïs fourrager représente moins de 30 % de la surface fourragère totale (sys-

tème H) (1), la baisse de la production en valeur est moins forte : - 7 %. Les cultures de vente occupent 20 % de la surface agricole contre 31 % dans les exploitations en système fourrager à dominante maïs (système M) (2). Le résultat par actif non salarié dans les exploitations du système H atteint 14 600 €, soit 1 910 € de plus que celui dégagé par les exploitations du système M.

Des charges en baisse dans les élevages laitiers

La diminution des charges courantes de 2 % est la résultante d'une diminution des charges d'approvisionnement de 2,5 %, des charges structurelles de 1,2 % et des charges financières de 10,1 %. En moyenne régionale, la charge courante supportée est de 244 800 € soit l'équivalent de la production moyenne hors subventions. Les conditions climatiques particulières de 2016, associées à des prix des engrais en retrait, entraînent un allègement des charges d'engrais et d'amendement de 9,4 % alors que la charge en produits phytosanitaires s'alourdit de 3,7 %. Le faible cours des céréales impacte la charge

en alimentation du bétail qui s'allège de 1,4 %. Les charges d'entretien des bâtiments et de réparation du matériel régressent de 8,3 % et les charges de carburant et combustibles de 10,5 %.

Dans les exploitations laitières conventionnelles, les charges courantes diminuent de 6,8 %. Le coût de l'alimentation du bétail se réduit de 6,9 %, celui des engrais de 17,1 %. Hors foncier, l'investissement des éleveurs laitiers chute de 29 % en 2016, après - 21 % en 2015. La charge d'entretien des bâtiments et du matériel se contracte de 9,1 % et les dotations aux amortissements de 1,5 %. La diminution

des charges structurelles est de 5,7 %. Le repli du recours à l'emprunt de 2,9 %, conjugué à des taux bancaires bas, réduit la charge financière de 10,8 %.

Neuf exploitations sur dix perçoivent des subventions d'exploitation, pour un montant moyen de 32 970 €. Dans les élevages laitiers conventionnels, ces aides, qui s'élèvent à 32 400 €, représentent 13,5 % du produit brut. Le résultat courant des exploitations laitières se replie à 24 500 € en 2016. Pour deux exploitations laitières sur trois, le résultat courant calculé hors subventions est négatif.

Exploitations laitières conventionnelles - Pays de la Loire

	(1) Système H : moins de 30 % de maïs fourrager dans la surface fourragère totale	(2) système M : plus de 30 % de maïs fourrager dans la surface fourragère totale
Surface agricole utilisée (ha)	98,9	101,6
Surface fourragère totale (ha)	75,8	69,2
dont maïs fourrager (ha)	18,2	28,8
Surface en blé (ha)	13,2	22,1
Unité de travail non salarié	1,53	2,07
Effectifs animaux en UGB	105,0	127,9
Effectif moyen de vaches laitières	57,0	68,0
Rendement laitier (l/vache)	6 740,0	7 620,0
Production de l'exercice (milliers €)	165,3,0	233,3
Produit brut Lait (milliers €)	119,7	157,4
Prix de vente de l'hectolitre de lait	31,4	30,6
Charges d'alimentation (milliers €)	63,5	97,0
Subventions d'exploitation (milliers €)	28,6	35,1
Excédent brut d'exploitation (milliers €)	55,2	75,8
Résultat d'exploitation (milliers €)	25,8	33,8
Résultat courant avant impôt (milliers €)	22,3	26,1

Source : Agreste - RICA 2016

(1) Système H : moins de 30 % de maïs fourrager dans la surface fourragère totale, en moyenne 76 % de prairie, 24 % de maïs fourrager dans les exploitations laitières conventionnelles.

(2) Système M : plus de 30 % de maïs fourrager dans la surface fourragère totale, en moyenne 58 % de prairie, 42 % de maïs fourrager dans les exploitations laitières conventionnelles.

La charge de la dette s'alourdit

La baisse des charges ne suffit pas à compenser la baisse des recettes. L'excédent brut d'exploitation (EBE) de 75 400 € est en recul de 8 % par rapport à 2015. Le taux de marge brute, rapport de l'EBE au produit brut, à 27 % perd 1,3 points. Il augmente dans les exploitations viticoles et dans les exploitations maraîchères.

Dans les autres orientations de production, la réduction de la marge brute est la règle. Dans les exploitations laitières conventionnelles, la baisse du taux de marge s'infléchit en 2016. Le taux de marge brut frôle les 28 %.

L'épargne brute ou capacité d'autofinancement dégagée au cours de l'exercice

est de 70 400 €. Elle suit l'évolution de l'EBE et diminue de 7,8 %. Pour maintenir le niveau d'autofinancement de 2015, les exploitants ont diminué leurs prélèvements privés de 13 %. Cette épargne brute représente 55,5 % des ressources totales de l'exploitation. 44 % sont consacrés à l'autofinancement de l'exploitation.

Un taux d'endettement élevé mais stable

En 2016, l'encours moyen de la dette se stabilise à 236 400 €. Le taux d'endettement est stable à un niveau élevé : 52,2 %, soit neuf points de plus qu'au niveau national. La charge de la dette

s'alourdit. Plus de la moitié de l'EBE (55,6 %) sert à rembourser les annuités des emprunts contractés. Ce ratio augmente en 2016 sous l'effet de la diminution importante de l'EBE, alors que

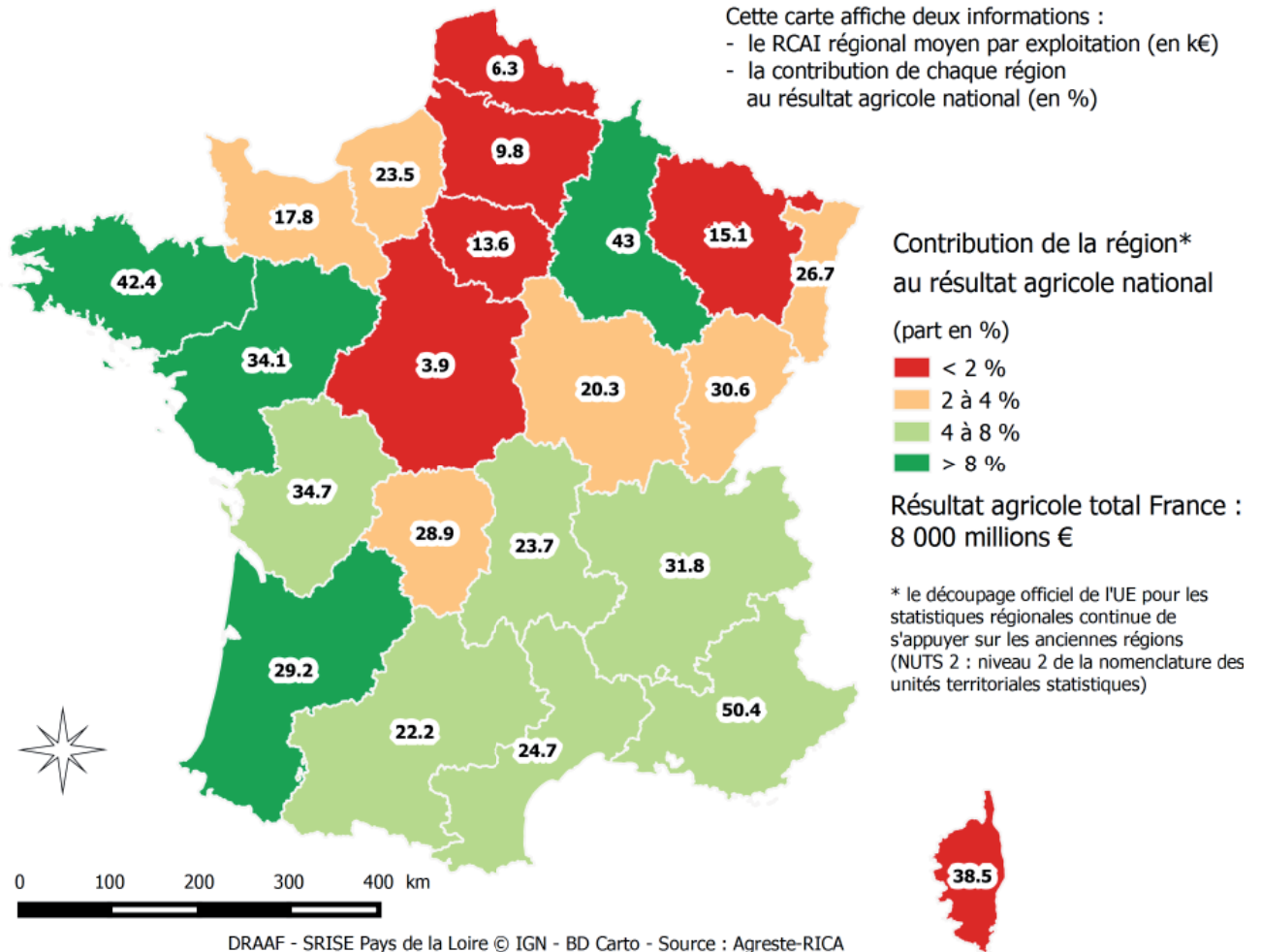
le montant des annuités diminue par le recul des investissements et du recours à l'emprunt en 2015. La charge de la dette atteint 64,4 % dans les exploitations laitières conventionnelles.

Charges 2016 - structure et évolution - Pays de la Loire

	Laitiers conventionnels				Toutes orientations confondues			
	Charges moyennes	Charges/ha	Structure	Evolution 2015/2016	Charges moyennes	Charges/ha	Structure	Evolution 2015/2016
Charges d'approvisionnement	82 831	1 172	43,7	- 7,9	107 065	1 172	43,7	- 2,5
Engrais et amendements	10 896	115	4,3	- 17,1	10 517	115	4,3	- 9,4
Semences et plants	9 082	103	3,9	- 5,3	9 453	103	3,9	- 3,8
Produits phytosanitaires	6 533	90	3,4	4,3	8 224	90	3,4	3,7
Aliments du bétail	38 559	644	24,0	- 6,9	58 865	644	24,0	- 1,4
Produits vétérinaires	4 919	55	2,1	- 11,7	5 042	55	2,1	- 4,3
Fournitures	6 732	93	3,5	- 1,8	8 494	93	3,5	3,3
Carburants et combustibles	6 111	71	2,6	- 14,6	6 471	71	2,6	- 10,5
Autres charges	130 030	1 481	55,3	- 5,7	135 334	1 481	55,3	- 1,2
Travaux pour cultures et élevage	28 332	232	8,7	- 2,2	21 227	232	8,7	- 1,1
Loyers et fermage	13 031	138	5,1	- 0,9	12 590	138	5,1	0,0
Entretien bâtiment et matériel	10 671	105	3,9	- 9,1	9 550	105	3,9	- 8,3
Assurances	6 500	76	2,8	- 0,6	6 902	76	2,8	1,6
Charges de personnel	4 507	164	6,1	- 12,7	14 987	164	6,1	2,0
Dotations aux amortissements	36 837	398	14,9	- 1,5	36 363	398	14,9	0,2
Gaz, électricité, carburant non stocké	5 968	66	2,5	1,6	6 022	66	2,5	3,4
Charges financières	6 625	66	2,5	- 10,8	6 043	66	2,5	- 10,1
Charges courantes	215 833	2 680	100,0	- 6,8	244 810	2 680	100,0	- 2,0

Source : Agreste - RICA 2016

RCAI moyen par exploitation en 2016 (en k€)



Méthodologie

Europe : le Réseau d'Information Comptable (RICA) est une opération communautaire de recueil d'informations comptables individuelles. Réalisée dans les 27 états membres selon des définitions et des règles communes, elle permet de comparer les résultats obtenus pour les différents types d'agriculture européenne. Cette analyse micro économique est réalisée auprès de 85 000 exploitations agricoles représentatives de près de cinq millions d'exploitations agricoles européennes.

Nouvelle typologie : la réforme de la politique agricole commune de 2003 instituant le découplage des aides liées à la production a conduit à abandonner le concept de marge brute standard (MBS) au profit de la production brute standard (PBS), pour la classification des exploitations. La nouvelle typologie européenne des exploitations agricoles s'applique depuis la diffusion des résultats 2010 du RICA.

Le champ couvert est constitué des moyennes et grandes exploitations qui sont classées selon leur spécialisation : l'orientation technico-économique (OTEX). Ce classement se fait à partir des PBS : une exploitation est spécialisée dans un domaine si la PBS de la ou des productions concernées dépasse les deux tiers du total.

Les résultats 2016 du RICA ne peuvent être rapprochés de résultats antérieurs publiés sous l'ancienne nomenclature.

France : l'échantillon observé en 2016 regroupe 7 284 exploitations. Le champ couvert correspond aux 296 800 moyennes et grandes exploitations assurant 95 % de la production agricole.

Pays de la Loire : l'échantillon de 464 exploitations permet d'obtenir des résultats représentatifs régionalement pour les principales orientations technico-économiques. Il couvre un champ de 24 145 exploitations.

Les comparaisons interannuelles sont réalisées sur un échantillon constant et exprimées en valeur courante. Les données présentées ici sont des valeurs moyennes par exploitation.

RCAI : le **résultat courant avant impôt** est la différence entre les produits et les charges courantes. Il exprime une forme de revenu familial (les charges sociales de l'exploitant ne sont toutefois pas déduites) qui doit permettre de rémunérer le travail non salarié et les capitaux propres.

Subventions : les subventions d'exploitation sont enregistrées au titre de la campagne en cours. Les nouvelles modalités de la PAC ainsi que la refonte du système de déclaration des surfaces ont entraîné un retard de paiement. Les aides du premier pilier, dues au titre de la campagne 2016, sont enregistrées au RICA. Les aides du second pilier sont estimées.

RICA : résultats économiques des exploitations des Pays de la Loire en 2016 Moyennes par exploitation

	Toutes exploit.	Céréales, oléoprotéagineux	Maraîchage	Bovins lait	Bovins viande	Bovins mixte	Aviculture	Polyculture et poly-élevage
Nombre d'exploitations représentées	24 145	2 193	666	6 087	2 591	2 041	2 471	2 826
Caractéristiques physiques								
Surface agricole utilisée (en ha)	91,3	97,8	12,2	100,5	105,4	122,9	51,9	127,3
dont : SAU en fermage	81,7	81,6	10,9	92,2	82,1	108,8	45,8	119,8
Effectifs animaux (en UGB*)	159,1	10,3	0,1	115,3	145,9	190,7	418,2	147,4
Nombre d'UTA **	2,3	1,2	5,4	2,1	1,5	1,8	1,6	2,8
dont : UTA non salariés	1,6	1,2	1,7	1,8	1,3	1,7	1,4	1,8
Financement et éléments du bilan (en milliers d'euros)								
Fonds de roulement	88,8	63,2	88,8	70,9	87,3	90,2	47,0	127,5
Capacité d'autofinancement	70,9	27,0	106,9	66,6	53,7	75,3	74,3	78,9
Autofinancement net	31,3	7,1	49,5	29,0	27,0	37,6	30,0	32,8
Actif immobilisé	300,7	134,1	168,2	333,9	311,2	394,2	255,2	357,6
dont : capital d'exploitation	277,2	93,3	158,5	308,7	280,0	364,5	242,2	339,1
Actif circulant	149,3	93,5	142,1	117,8	119,0	148,6	139,4	198,7
dont : stocks	79,5	51,3	26,0	56,8	74,6	97,6	66,2	101,8
Capitaux propres	215,6	130,5	124,4	224,1	269,0	309,4	126,1	256,0
Endettement total	236,4	43,3	188,3	230,4	161,2	235,2	271,6	301,6
Soldes intermédiaires de gestion (en milliers d'euros)								
Production de l'exercice (nette des achats animaux)	244,7	103,8	368,7	199,5	115,1	193,7	397,2	269,5
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,7	1,0	1,4	0,4	0,1	0,2	0,5	1,4
- Charges d'approvisionnement	107,1	49,5	94,2	75,4	41,3	77,0	261,0	114,5
- Autres achats et charges externes (n.c. fermage)	65,4	36,1	77,1	68,9	42,1	63,7	61,8	76,1
= Valeur ajoutée hors fermage	72,9	19,2	198,7	55,6	31,9	53,3	74,9	80,3
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
+ Subventions d'exploitation, indemnités assurances	32,5	26,3	8,2	35,4	41,4	47,6	18,3	43,8
- fermage	12,6	12,5	6,9	12,6	10,8	14,4	6,5	18,3
- Impôts et taxes	2,4	2,6	1,4	2,3	1,5	2,2	2,0	2,7
- Charges de personnel	15,0	1,5	88,5	5,2	3,6	3,8	6,1	18,4
= Excédent brut d'exploitation	75,4	29,0	110,0	70,8	57,4	80,6	78,6	84,8
+ Transferts de charges et autres produits de gestion	0,3	0,2	0,3	0,2	0,1	0,3	0,6	0,3
- Dotations aux amortissements	36,4	23,5	31,6	36,7	24,9	37,6	38,9	47,9
= Résultat d'exploitation	39,2	5,7	78,8	34,3	32,6	43,2	40,4	37,2
+ Produits financiers	0,9	0,7	1,4	0,7	0,5	0,6	0,5	1,8
- Charges financières	6,0	2,9	4,0	6,4	4,2	6,4	5,9	8,1
= Résultat courant avant impôts	34,1	3,6	76,3	28,6	28,8	37,5	35,0	30,9

Source : Agreste - Agreste - RICA 2016

* UGB : Unités gros bétail : 1 UGB équivaut à une vache laitière ; un ovin correspondant à 0,15 UGB.

** UTA : Unité de travail annuel. 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par 1 personne occupée à plein temps pendant une année.

Agreste : la statistique agricole

Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire
Service régional de l'information
statistique et économique
5 rue Françoise Giroud - CS 67516 - 44275 NANTES cedex 2
Tél. : 02 72 74 72 40 - Fax : 02 72 74 72 79
Mél : srise.draaf.pays-de-la-loire@agriculture.gouv.fr
Site internet : www.draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr

Directeur régional : Yvan Lobjoit
Directrice de la publication : Claire Jacquet-Patry
Rédacteur en chef : Jean-Pierre Coutard
Rédaction : Chantal Delacourt
Composition : Bénédicte Guy
Impression : SRISE à NANTES
Dépôt légal : à parution
ISSN : 1956 - 7499
Prix : 2,50 €

